



« L'historiographie de la guerre froide » Jenny Raflik

Séminaire « Autour du système de guerre froide »
Séance du 22 novembre 2010

(Cet exposé a été fait dans le séminaire de recherches « Autour du système de guerre froide », organisé dans le cadre de l'UMR IRICE par Jenny Raflik (j.raflik@free.fr) et Émilie Robin Hivert (emilia.robin@free.fr). Renseignements : <http://guerre-froide.hypotheses.org>)

La guerre froide fait l'objet d'une très vaste bibliographie, dont une des caractéristiques est de s'être développée au fur et à mesure des événements, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La guerre froide présente en effet cette particularité d'avoir été pensée, dès son début – et donc avant son dénouement – comme une période historique, et ce, de façon concomitante à son développement. La façon de « penser » le système de guerre froide, de le ressentir, de le représenter, mais aussi de l'étudier, a donc, fort logiquement, évolué au fur et à mesure des périodes de détentes ou au contraire de tensions, et ce, de façon contrastée, au sein des deux blocs ou des diverses familles idéologiques.

La méthodologie de travail a elle aussi connu de profonds bouleversements, en fonction des sources disponibles (intérêt journalistique et politique pour ce sujet, dans un premier temps, besoin de connaître l'« autre » pour mieux le combattre, mais ensuite ouverture des archives, développement de l'histoire orale depuis 1945, etc.).

En fonction des « besoins » justifiant l'étude du système de guerre froide et ses composantes, nous pouvons identifier plusieurs disciplines s'étant consacrées à ce sujet. C'est ce premier thème que je vais développer, avant de faire le point sur quelques débats anciens qui caractérisent l'historiographie de la guerre froide.

Pour construire cet exposé, qui ne prétend surtout pas à l'exhaustivité, mais se veut une simple introduction à ce séminaire sur la guerre froide, je me suis appuyée plus particulièrement sur des recherches historiographiques menées par Georges-Henri Soutou, Pierre Grosser, et Melvyn P. Leffler¹.

Quelles sont les disciplines de la guerre froide ?

La guerre froide n'appartient pas seulement aux historiens. Plusieurs disciplines se partagent ce champ d'étude, se complétant, et nous offrant, à nous historiens, des angles d'analyse pouvant enrichir nos propres problématiques.

Première discipline à mentionner : **la soviétologie**. Les soviétologues étudient le système soviétique depuis son apparition, en 1917, mais la discipline doit son principal essor à la guerre froide. Qualifiée de « kremlinologie » par ses détracteurs, cette discipline a

¹ Sources utilisées ici : Soutou, Georges-Henri, *La Guerre de 50 ans*, Paris, Fayard, 2001, 767 p ; Grosser, Pierre, « Écrire l'histoire de la guerre froide après la fin de la guerre froide, quelques éléments de réflexion et de bilan bibliographique », *Communisme*, n° 80-81-82, 2004, p.43-75 ; Melvyn P. Leffler, « The Cold War : What Do "We Now Know " ? », *American Historical Review*, n° 2, avril 1999, p. 501-524.

souffert, pendant 70 ans pour l'URSS et 45 pour les démocraties populaires, de l'absence – ou quasi absence – de sources primaires. Pour contourner cette difficulté méthodologique, les soviétologues ont du eux-mêmes faire appel à d'autres disciplines : géographie, sociologie, journalisme... Nous devons bien constater que la soviétologie, en période de guerre froide, a souvent consisté à prendre parti pour ou contre le système soviétique, en fonction du positionnement idéologique. Sonia Combe écrit dans « De la soviétologie à l'histoire du monde soviétique », introduction d'*Archives et histoire dans les sociétés post-communistes* : « On a tendance à oublier aujourd'hui à quel point la soviétologie s'alignait sur les options diplomatiques occidentales et les confortait ».

Avec la fin de la guerre froide, l'effondrement du monde communiste, et l'ouverture des archives, la soviétologie est devenue assez logiquement l'étude de l'histoire du monde soviétique, avec des méthodologies de travail qui sont celles des historiens. Parmi les historiens, la guerre froide a été d'abord le champ d'étude privilégié des historiens des relations internationales. Puisqu'il s'agissait des relations Est-Ouest, l'**histoire diplomatique** offrait une approche évidente.

Progressivement, l'accent a été mis sur les politiques culturelles², en particulier américaines, mais pas seulement, utilisées comme armes de la guerre froide. On peut penser aux études des expositions atlantiques (travaux de Volker Berghahn), de la politique anti-communiste avec des recherches sur des associations comme Paix et Liberté, (voir Gremion, Duhamel, thèse en cours de Bernard Ludwig...), ou pour l'autre bloc aux travaux sur le Mouvement pour la paix³. L'histoire de la guerre froide a donc été étudiée non pas seulement par les historiens des relations internationales, mais aussi par l'*histoire culturelle*, ce qui a conduit là aussi à une multiplication des approches méthodologiques et à un décloisonnement de la recherche sur cette période.

Ce phénomène est mondial, même si en la matière, la réflexion sur l'existence d'une *culture de guerre froide* a été plus précoce en France et en Italie que dans le monde anglo-saxon, sans doute à cause de la situation politique particulière de ces deux pays pendant la guerre froide, avec des partis communistes actifs et influents⁴.

Dans d'autres pays européens, ces approches culturelles ont permis de réfléchir à des problématiques nouvelles, comme l'impact des discours de guerre froide sur les identités. On peut citer l'exemple de l'Allemagne, avec les travaux de Stefan Berger, *Inventing the Nation*, Londres, Arnold, 2004, où le rôle de la guerre froide, dans un pays divisé, aboutit à une redéfinition de l'identité allemande, mise à mal par la partition, mais qui cherche du coup des points d'appui pour justifier la réunification.

Autre discipline essentielle à l'étude de la guerre froide : **les sciences politiques**. Les historiens reprochent souvent aux politistes le quantitativisme et le formalisme de leurs études. Mais les rapprochements entre historiens et politistes sont anciens, certains historiens des relations internationales ayant voulu se rapprocher de la méthodologie des sciences politiques en proposant des théories des relations internationales appuyées sur des études de longues durées (on peut retenir, pour les Français : Jean-Baptiste Duroselle, Pierre Renouvin, dans leur *Introduction à l'histoire des relations internationales*, René Girault, *Être historien*

2 Voir les travaux de Jessica Gienow-Hecht et Frank Schumacher, *Culture and International History*, Londres, Bergahn Book, 2003.

3 Yves Santamaria, *Le parti de l'ennemi ? : Le Parti communiste français dans la lutte pour la paix (1947-1958)*, Armand Colin, Paris, 2006, 373 p. ; Olivier Le Cour Grandmaison, « Le Mouvement de la paix pendant la guerre froide : le cas français (1948-1952) », *Communisme*, n° 18-19, 1988, p. 120-138.

4 Voir Kuznik, Peter et Gilbert, James (dir.) *Rethinking Cold War Culture*, Washington, Smithsonian Institute Press, 2001, 240 p.

des relations internationales, Bertrand Badie, *L'impuissance de la puissance...*). Dans le monde anglo-saxon, le clivage entre les deux matières est encore plus difficile à percevoir, et les politistes l'ont emporté plus nettement qu'en France sur les historiens.

Ainsi, par exemple sur la nature de l'Alliance atlantique, sur la construction des identités, sur les mécanismes de prise de décision politique, on doit souligner les grands apports des sciences politiques à la connaissance de la guerre froide, par l'apport de théories, que les historiens peuvent confronter avec la pratique, et par une approche systémique elle aussi à confronter avec les études historiques.

L'**économie**, dans sa dimension politique et, avec elle, la **géographie** dans sa dimension économique, offrent également des clefs de compréhension de la guerre froide et des clefs d'analyse un peu différentes, mais ô combien essentielles pour étudier un conflit qui se définit notamment par l'opposition de deux systèmes économiques : le capitalisme et le collectivisme communiste. Étant donnée la nature idéologique de la guerre froide, et la concurrence de ces deux modèles à composante économique essentielle dans la course aux armements, à la consommation, etc., les études, qu'elles soient contemporaines des faits ou postérieures, menées par les économistes, se révèlent extrêmement précieuses.

Au sein même des blocs, on peut penser aux études des disputes anglo-américaines sur l'établissement d'un ordre monétaire et commercial après 1944, à celles qui sont consacrées à l'impact du plan Marshall sur les économies européennes, ou encore à la capacité des États-Unis à mener une guerre sans s'asphyxier économiquement et donner un rôle disproportionné à l'État, les relations monétaires transatlantiques dans les années 1960... dans la rivalité entre les deux blocs, les économistes ont étudié le commerce Est-Ouest, les politiques de contrôle des exportations, la question de la consommation de masse, etc. J'ai cité la géographie économique, mais la **géopolitique** intervient également, discipline à mi chemin entre la géographie, la science politique et l'histoire.

Nous devons enfin mentionner l'insertion de l'histoire de la guerre froide dans la **Global History** qui émerge.

Débats autour de la guerre froide

Quelques débats historiographiques marquent depuis le début les études sur la guerre froide. Nous ne prétendons nullement être exhaustives sur le sujet, mais quelques uns peuvent être évoqués ici.

- **Un débat existe depuis la fin de la seconde guerre mondiale sur les origines de la guerre froide, date et responsabilités.**

Comment dater les débuts de la guerre froide ? La chronologie la plus souvent utilisée est celle de 1947⁵, parfois celle de 1945. 1947 est-elle un tournant ? La situation sociale en Europe est particulièrement difficile, après le rigoureux hiver 1946-1947, qui met en évidence la lenteur de la reconstruction et la permanence des problèmes de ravitaillement. Le rationnement reste la réalité quotidienne de millions d'Européens. La circulation interne en Europe reste difficile. Tout cela profite à l'essor du communisme, notamment en France et en Italie pour l'Europe de l'Ouest. Au niveau politique, la guerre froide s'annonce par le discours de Truman, promettant une aide économique à la Grèce et à la Turquie le 12 mars 1947, puis par le plan Marshall. Du côté oriental, 1947 marque l'abandon par les partis communistes du

5 Berstein, Serge, et Milza, Serge (dir.), *L'année 1947*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.

principe des respects démocratiques. En Pologne, les élections de janvier 1947 se déroulent dans une atmosphère particulièrement lourde. La politique soviétique se durcit vis-à-vis de la Grèce. Et l'attitude vis-à-vis de l'offre Marshall vient confirmer cette tendance à la rupture.

Néanmoins, on ne peut nier la progressivité de l'entrée en guerre froide. 1947 marque bien des ambivalences, mais que l'on retrouve dans les années suivantes. Et cette chronologie post-Seconde Guerre mondiale de la guerre froide est remise en cause par des approches plus culturelles ou politiques que diplomatiques. Denise Artaud fait remonter les origines de l'atlantisme au lendemain de la Première Guerre mondiale, en montrant les analogies entre les années 1920-1929 et les années 1947-1960 : la certitude qu'il est impossible de reconstruire un équilibre européen sans y inclure les États-Unis, la volonté de Washington d'infléchir le destin de l'Europe conformément à ses intérêts, la volonté d'affaiblir, par une coopération grandissante sous l'égide des États-Unis toutes les tensions nationales entre Européens, autant de problématiques à l'origine de l'atlantisme des années 1950 qui se mettent en place dans les années 1920 et qui annonce un processus de décision sur le long terme⁶. Dans cette optique, les 14 points de Wilson peuvent être lus contre une alternative au programme bolchévique...

– Qui est responsable de la guerre froide ?

Au débat sur la date vient se superposer un débat sur la responsabilité. Les premiers récits occidentaux font clairement de Staline le responsable de la rupture de l'alliance de la seconde guerre mondiale. C'est ce que l'on peut appeler l'école historique dite classique ou orthodoxe. L'URSS est perçue comme fondamentalement expansionniste et agressive, de par sa nature idéologique.

On peut citer dans cette ligne plusieurs ouvrages des années 1950 et 1960 : Herbert Feis, *Churchill, Roosevelt, Stalin*, Princeton UP, 1957 ; Philip E. Mosely, *The Kremlin and World Politics*, NY, Vintage Books, 1960 ; Jean Laloy, *Entre guerre et paix*, Paris, Seuil, 1966; ou Adam J. Ulam, *Expansion and coexistence, The History of Soviet Foreign Policy, 1917-1967*, Londres, Secker and Warburg, 1968.

Dans les années 1960-1970, dans les universités américaines, un nouveau courant historiographique se développe, parfois qualifié de « révisionniste » : ce courant souligne l'existence d'un impérialisme américain et la responsabilité des dirigeants américains dans le déclenchement de la guerre froide. On y affirme notamment que la politique des États-Unis, découlant du système capitaliste, pousse à la recherche permanente de nouveaux marchés économiques – l'impérialisme américain viendrait prendre le relais après la Seconde Guerre mondiale de la logique coloniale des puissances européennes.

À cet égard, nous pouvons mentionner le livre pionnier de William Appleman Williams, *The Tragedy of American Diplomacy*, 1959. Ce courant historiographique peut être mis en relation avec la crise morale traversée par les États-Unis pendant la guerre du Vietnam, et même déjà après certains débats sur l'utilisation des armes chimiques ou bactériologiques en Corée.

Puis s'est développée une historiographie qualifiée de « néorévisionniste », plus récente et bénéficiant des sources toujours plus nombreuses à la disposition des historiens, mais toujours très sévère à l'égard de la politique américaine. Ce courant souligne le durcissement de la politique américaine dans la guerre froide, au nom de la lutte contre le communisme, et aux dépens des libertés fondamentales : voir par exemple Daniel Yergin, *Shattered Peace – The Origins of the cold War and the National security State*, Boston, Houghton Mifflin, 1977, paru en français en 1990 sous le titre *La Paix saccagée*, chez Complexe.

6 Artaud, Denise. « Aux origines de l'atlantisme : la recherche d'un équilibre européen au lendemain de la première guerre mondiale », *Relations internationales*, n° 10, 1977, p. 115-126.

Depuis 1989, le début de la guerre froide a été relu avec une approche plus sociale et culturelle, mais aussi avec un regard plus mondial. Ainsi, la politique américaine de la fin des années 1940 est revisitée en fonction des relations entre Londres et Washington, ou la politique de Staline est révisée en fonction des rapports entre l'URSS et la Chine, et le système de guerre froide est plus souvent conçu comme multipolaire. La thèse de Vojtech Mastny, dans *Cold war and Soviet insecurity*, est à cet égard intéressante. Il souligne que Staline se focalise d'abord sur l'Europe, et accepte le « cadeau du ciel » qu'est la naissance de la Chine communiste, mais qu'il en sera bien embarrassé quand la Chine commence à développer une identité nationale forte et à incarner une autre voie possible.

– Juger les crimes des uns et des autres ? La guerre froide est-elle une guerre sale ?

L'historiographie tend, depuis le début de la guerre froide, à mettre en balance les crimes du communisme et ceux du capitalisme. Les années 1990 ont vu la multiplication des publications sur les horreurs du communisme. Cette tendance vient des ex-satellites de Moscou qui dénoncent l'abandon de l'Est par l'Ouest après la SGM (le « syndrome de 1948 » en Tchécoslovaquie...). Cette idée d'abandon a été tempérée par certaines recherches qui ont montré le travail souterrain de l'Ouest pour déstabiliser le système communiste (*L'Ami américain*, Justine Faure), via *Voice of America* et *Radio Free Europe* par exemple. Mais les tentatives de déstabilisation de l'Est par l'Ouest viennent aussi par le soutien au communisme national de type titiste, d'où le soutien économique à Tito dès sa rupture avec Moscou en juin 1948.

Néanmoins, les critiques adressées aux crimes du communisme ont toujours suscité de vifs débats. La France est à cet égard remarquable : du procès Kravtchenko, en 1949, à la polémique qui a entouré la sortie du *Livre Noir du communisme*, en 1997, la passion ne s'est jamais démentie.

Deux tendances s'opposent sur l'interprétation de l'aspect idéologique du régime soviétique. Pierre Grosser dénonce régulièrement les analyses liant la politique extérieure du régime à la nature du régime (Soutou, Courtois...), parlant de « version des vainqueurs », quand G.-H. Soutou dénonce les études sous-estimant le caractère idéologique, et l'empreinte de l'idéologie sur la politique extérieure! John Gaddis, dans *We Now Know*, considère que l'idéologie a une place à part entière, qui conditionne la vision de guerre froide de Staline, en même temps qu'elle guide la politique intérieure et conduit à des comportements extrêmes.

Enfin, il faut noter l'existence d'une historiographie d'extrême-droite comme d'extrême-gauche, en France, en Chine, en Russie, qui analyse surtout les crimes américains pendant la guerre froide. La guerre de Corée, par exemple, fut un champ de prédilection pour la dénonciation des « crimes de guerre » supposés de l'armée américaine. Depuis 2001, ce courant se renforce du fait de la politique américaine en Afghanistan et en Irak, dénoncée par certains comme une continuité de la politique expansionniste et agressive américaine. Cette thèse est défendue aux États-Unis même par Noam Chomsky, par exemple, entré en « dissidence » comme il aime le dire lui-même depuis la guerre du Vietnam, et très actif depuis 2001.

En outre, l'idée popularisée par l'expression du norvégien Gail Lundestad, « Empire par invitation », que la politique américaine a finalement permis de gagner la guerre froide, et aussi de légitimer l'hégémonie américaine auprès de ses alliés, vient conforter chez les plus suspicieux cette idée d'un impérialisme américain, prêt à tout, et surtout aux manipulations. À l'échelle du grand public, les ouvrages de vulgarisation abordent volontiers les aspects concernant l'espionnage (*cf.* toutes les revues grand public sur la guerre froide, le cinéma, les romans...), crédibilisant ces thèses sur la sale guerre froide des espions, et la banalisation des instrumentalisation et manipulations par les deux blocs.

- **Le nucléaire est-il un facteur limitant (facteur de paix), ou bien au contraire un facteur aggravant de la guerre froide par les risques d'accident lié au non-contrôle.**

L'enjeu nucléaire a été au cœur de la guerre froide. Par son développement, et la course aux armements qu'il a provoqué, ses incidences furent non seulement stratégiques et tactiques, mais aussi économiques, sociales, et culturelles. Mais en outre, un débat a pu se développer autour de son rôle pendant la guerre froide : a-t-il été un facteur limitant (facteur de paix), ou bien au contraire un facteur aggravant de la guerre froide par les risques d'accident lié au non-contrôle ? Longtemps, en effet, le nucléaire a été considéré comme un facteur de paix, voire comme la raison principale pour laquelle la guerre froide serait restée froide (Raymond Aron ; John Gaddis (dir.). *Cold War Men Statesmen Confront the Bomb. Nuclear Diplomacy since 1945*. NY, Oxford University Press, 1999).

Or, à partir de la fin des années 1980, des recherches ont mis en avant des aspects passés sous silence (souvent pour cause de secret défense) pendant la guerre froide, et on a pu découvrir le récit de plusieurs incidents dont les conséquences auraient pu être funestes. Cette sensation d'être passé à côté du pire, de justesse, et sans le savoir, a relancé le débat sur la nature du nucléaire. : Cf Sagan Scott, *The Limits of Safety : organizations, Accidents, and Nuclear Weapons*, Princeton, 1993, et Richard Ned lebow et Janice Gross Stein, *We all Lost the Cold War*, Princeton, 1994.

L'affaire K19 est venue illustrer cette idée de façon retentissante, lorsqu'un film fut tourné en 2001 sur le K19, puis lorsque le 1^{er} février 2006, Mikhaïl Gorbatchev proposa de remettre le prix Nobel de la paix, à titre posthume, à 8 sous-marinières russes qui étaient décédés des suites d'une irradiation nucléaire, en 1961, après un incident de réacteur sur leur bâtiment. Cette affaire, qui ne fut dévoilée qu'après la chute du Mur, illustra la précarité du système nucléaire soviétique, et les dangers représentés par la technologie nucléaire. Mais nous ne pouvons pas ignorer que cette précarité du contrôle nucléaire, ainsi révélée, vient nourrir tout un discours politique sur la non-prolifération. Non seulement les opposants au nucléaire y trouvent des arguments, mais également les opposants à la prolifération, puisque le danger semble bien venir du non-contrôle de l'arme par les pays non-démocratiques, sans forcément remettre en cause la nucléarisation des États-Unis, par exemple.

- **Quel fut le rôle de la société civile pendant la guerre froide ? (militants, pacifistes, dissidents, intellectuels...) ? La guerre froide est-elle quelque chose qui se déroule par-dessus la tête des peuples qui n'ont aucun moyen de l'influencer, ou de la légitimer ? Ces militants ont-ils réussi à délégitimer le système de la guerre froide ?**

Dans l'euphorie des années 1990, le rôle de la société civile, des militants, a été mis en avant. Les dissidents soviétiques ont été mis à l'honneur dès la guerre froide, dans les pays occidentaux (Soljenitsyne, Kravtchenko), non sans être régulièrement accusés d'être manipulés par la CIA. Dans les pays d'Europe de l'Est, leur rôle a souvent été d'autant plus mis en avant qu'ils ont pu prendre le pouvoir après la chute du Mur (V. Havel). Cette valorisation a elle aussi un objectif politique : si ces militants ont su délégitimer le système de guerre froide, ils sauront encore jouer un rôle après.. Leur efficacité peut se prolonger. Le même raisonnement a conduit à la multiplication des certaines études sur les militants pacifistes aux États-Unis.

– **Sait-on la vérité ? Quelques dossiers toujours en cours... (cf. Grosser)**

Sur plusieurs dossiers « événementiels » de la guerre froide, malgré les publications extrêmement nombreuses, et les sources qui s'ouvrent, on ne peut que remarquer la subsistance de doutes et de questionnements extrêmement persistants.

Par exemple, Cuba : l'ouverture des archives et le nombre considérable d'ouvrages sur la crise de Cuba laissent encore des questions sans réponse : pourquoi Khrouchtchev a-t-il voulu placer des missiles à Cuba ? pour empêcher une action américaine ou essayer de restaurer un équilibre nucléaire totalement défavorable à l'Union soviétique ? quel fut le poids du facteur chinois ? du facteur Berlin ?

Autre exemple de controverse qui semble inépuisable : la note de Staline du 10 mars 1952. Éternel débat entre ceux qui considèrent que cela fut une chance gâchée de réunification (W. Loth), et ceux qui dénoncent le caractère manœuvrier et propagandiste de la note de Staline (H. Graml). Cf. le recueil sous la direction de Jurgen Zarusky, *Die Stalin-Note vom 10 März 1952. Neue Quellen und Analysen*, 2002 (à partir des nouvelles archives de l'ouverture des archives soviétiques, des historiens continuent de développer leurs conclusions totalement opposées...).

– **La guerre froide est-elle une guerre froide ?**

Dernier débat ancien que je souhaite évoquer, celui du nom « guerre froide » : nous connaissons tous le livre de Walter Lippmann, en 1947⁷, qui popularise l'expression. Mais très rapidement, Raymond Aron préfère à cette expression celle de « guerre limitée » ou « paix belliqueuse », insistant sur les « points chauds » de la guerre froide.

Il est évident que l'utilisation classique, généralisée de l'expression « guerre froide » a en effet nuit à sa clarté et provoqué un débat sur sa nature. Correspond-elle à une séquence de l'histoire, à une ou plusieurs caractéristiques de cette séquence, à un modèle de relations internationales dépassant, *via* une approche plus théorique, une périodisation, ou tout cela à la fois ? Certains historiens, comme G.-H. Soutou, voient dans cette expression des limites fortes : l'expression semble faire oublier que la guerre froide fut aussi « chaude », et qu'elle ne se cantonne pas à l'Europe... Plusieurs expressions sont donc régulièrement utilisées : « affrontement Est-Ouest », « la guerre de Cinquante ans », pour Raymond Aron, « guerre limitée » ou « paix belliqueuse », « guerre non ouverte/ouverte »...

⁷ Lippmann, Walter, *Cold War*, Harper, 1947.